

Un article du Club Mediapart par *bonaccolaur*

Un certain nombre d'articles font état depuis quelques mois d'une importante pénurie d'enseignants en France. Une manière originale et saugrenue, pour un professeur contractuel de philosophie, d'aggraver cette pénurie, en tout cas de ne pas y remédier, consiste à avoir voulu venir en aide à une Afghane et à son fils qui tentaient de fuir leur pays.

Alors qu'une pénurie notoire et sans précédent d'enseignants sévit actuellement en France, il m'est désormais impossible d'exercer mon métier de professeur contractuel de philosophie. La raison ? Mon casier judiciaire (bulletin n°2) comporte une mention. Mon crime ? J'ai aidé, en juin 2021, une Afghane de 32 ans et son fils de 8 ans qui fuyaient leur pays à franchir une frontière européenne.

C'est en candidatant à un poste en septembre 2021 que j'ai appris, par le rectorat de Marseille, que mon casier judiciaire comportait une mention, ce que j'ignorais totalement. Certes, je n'ignorais pas avoir été condamné par la justice bulgare quelques mois auparavant, mais j'étais loin de me douter que cette condamnation survenue à l'étranger figurait sur un fichier a priori national.

La suite de ce billet kafkaïen ici :

<https://blogs.mediapart.fr/bonaccolaur/blog/220822/pour-avoir-aide-une-migrante-un-enseignant-ne-peut-plus-exercer-son-metier>